



# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour  
N° 26 (2026)

### Faits saillants

- ❖ Région : l'ASEAN et le Canada visent un accord de principe sur leur accord de libre-échange (ACAFTA) d'ici fin 2026.
- ❖ Malaisie : le pays sécurise ses approvisionnements énergétiques avec la Russie jusqu'en 2046 et renforce ses partenariats avec le Turkménistan via Petronas.
- ❖ Birmanie : le GAFI appelle le pays à intensifier sa lutte contre le blanchiment de capitaux et la cyberfraude.

#### LE CHIFFRE À RETENIR

**48<sup>e</sup>**

L'Indonésie recule de 8 places au classement IMD de compétitivité, à la 48<sup>e</sup> position

### Région

#### L'ASEAN et le Canada donnent un nouvel élan à leur accord de libre-échange

Réunis le 24 juin à Jakarta à l'occasion du 23<sup>e</sup> Dialogue ASEAN–Canada, les hauts fonctionnaires des deux parties ont réaffirmé leur volonté d'approfondir leur partenariat stratégique et ont approuvé un nouveau plan d'action pour la période 2026-2030, qui sera adopté lors de la conférence ministérielle ASEAN–Canada en juillet. Les discussions ont mis l'accent sur la conclusion substantielle, d'ici fin 2026, des négociations de l'accord de libre-échange ASEAN–Canada (ACAFTA), considéré comme un levier de renforcement des échanges, de l'intégration des chaînes de valeur et de l'accès aux marchés. Les deux partenaires ont également décidé d'intensifier leur coopération dans les domaines de l'intelligence artificielle, de la cybersécurité, du commerce, de l'énergie, de la sécurité alimentaire et de la transition numérique. Les échanges ont enfin porté sur les principaux enjeux géopolitiques régionaux, notamment le Myanmar, la mer de Chine méridionale et la sécurité énergétique.

# Indonésie

## À partir du 1er juillet, Bank Indonesia renforcera l'encadrement des opérations de change

Réuni les 17 et 18 juin derniers, le comité de politique monétaire de Bank Indonesia a relevé son taux directeur de 25 pbb, à 5,75 %, afin de soutenir le cours de la roupie (17 957 IDR/USD au 24 juin, soit une dépréciation de 7 % depuis le début de l'année) (cf. Brèves semaine 25). Dans le prolongement de ce resserrement monétaire, la Banque centrale renforcera, à compter du 1er juillet, l'encadrement des opérations de change. Le plafond des achats de devises sans justificatif sera abaissé de 25 000 USD à 10 000 USD par personne et par mois, tandis que le seuil au-delà duquel des justificatifs seront requis pour les transferts de devises vers l'étranger sera ramené de 50 000 USD à 25 000 USD. Selon le gouverneur Perry Warjiyo, ces mesures visent à renforcer les règles prudentielles sur les marchés monétaire et des changes ainsi qu'à améliorer la traçabilité des transactions.

## L'Indonésie recule de huit places dans le classement mondial de compétitivité de l'IMD

L'Indonésie perd huit places dans le World Competitiveness Ranking 2026 de l'International Institute for Management Development (IMD), se classant désormais au 48<sup>e</sup> rang mondial sur 70 économies, contre 40<sup>e</sup> en 2025, après avoir atteint le 27<sup>e</sup> rang en 2024. Cet indice évalue la compétitivité des économies à travers leur capacité à créer un environnement des affaires favorable. L'Indonésie occupe désormais l'avant-dernière place parmi les 15 économies asiatiques évaluées, derrière les Philippines (47<sup>e</sup>), le Vietnam (27<sup>e</sup>), la Thaïlande (26<sup>e</sup>), la Malaisie (15<sup>e</sup>) et Singapour (1<sup>re</sup>). Ce recul résulte principalement de la dégradation des indicateurs relatifs à la performance des entreprises (50<sup>e</sup>), à la qualité des infrastructures (58<sup>e</sup>) et à l'efficacité de l'action publique (38<sup>e</sup>), tandis que la performance économique du pays demeure relativement plus solide (24<sup>e</sup>). L'IMD souligne plusieurs défis prioritaires pour 2026, parmi lesquels la gestion des finances publiques, le renforcement des moteurs de croissance, les insuffisances des infrastructures et des compétences de la main-d'œuvre, les difficultés d'accès au financement ainsi que les enjeux de sécurité énergétique dans un contexte international marqué par de fortes incertitudes.

## **MSCI prolonge la surveillance du marché financier indonésien jusqu'en novembre 2026**

Dans son rapport annuel MSCI Global Market Accessibility Review publié le 19 juin, MSCI a exprimé de nouvelles préoccupations concernant la transparence du marché financier indonésien, en abaissant son évaluation du critère relatif à la circulation de l'information. MSCI met en avant l'opacité des structures actionnariales, les difficultés à apprécier le flottant réel des sociétés cotées ainsi que des soupçons de transactions coordonnées susceptibles d'altérer la formation des prix. Après avoir placé l'Indonésie sous surveillance en janvier et prolongé cet examen en avril (cf. Brèves semaines 5 et 17), MSCI a annoncé le 24 juin reporter à novembre 2026 sa décision sur le maintien du pays dans la catégorie des marchés émergents, tout en reconnaissant les réformes engagées par les autorités. Celles-ci comprennent le relèvement progressif du flottant minimal de 7,5 % à 15 %, l'abaissement de 5 % à 1 % du seuil de déclaration des actionnaires significatifs, le renforcement des exigences de transparence et l'accélération de la démutualisation de la bourse. MSCI estime toutefois que la mise en œuvre effective de ces mesures devra être démontrée avant le prochain examen. Une reclassification en marché frontière pourrait entraîner jusqu'à 13,0 Md USD de sorties de capitaux, selon Goldman Sachs.

## **Malaisie**

### **La Malaisie renforce ses partenariats énergétiques avec la Russie et le Turkménistan**

À l'issue de discussions menées avec le Président russe Vladimir Poutine lors du Sommet ASEAN-Russie (Kazan, 17-18 juin 2026), le Premier ministre Anwar Ibrahim a annoncé avoir obtenu des garanties sur l'approvisionnement de la Malaisie en pétrole, en gaz et en diesel russes, au moins jusqu'en 2046. Les deux dirigeants ont également exprimé leur volonté de renforcer leur coopération dans les technologies émergentes, l'intelligence artificielle, la cybersécurité, l'agriculture et l'industrie pharmaceutique, tout en développant les échanges commerciaux et investissements libellés en monnaies locales. Par ailleurs, à l'occasion des trente ans de présence de Petronas au Turkménistan, la compagnie nationale a signé, le 19 juin, de nouveaux accords d'exploration offshore ainsi qu'un accord-cadre portant sur le développement à long terme du gisement gazier de Galkynysh, le deuxième plus important au monde. Selon le Premier ministre malaisien, cet accord devrait contribuer à renforcer la position de Petronas en tant qu'exportateur majeur de GNL vers des marchés clés, notamment le Japon, la Corée du Sud et la Chine.

## **Inflation à 2 % en mai 2026, poussée par les prix des communications et de l'alimentation**

Selon le Département des Statistiques de Malaisie (DOSM), l'inflation a atteint son niveau le plus élevé depuis près de deux ans, à 2 % en g.a. en mai 2026 (contre 1,9 % en avril), sous l'effet d'une hausse plus soutenue des prix des TIC et de l'alimentation (+1,4 % en g.a., contre +1,2 % en avril). L'inflation hors alimentation reste stable par rapport à avril, à 2,3 % en g.a., en dépit d'une hausse des prix du logement, de l'eau, de l'électricité et du gaz (+1,2 % en g.a.). A l'inverse, plusieurs postes affichent une modération, en particulier les transports (3,8 % en mai, contre 4,1 % en avril), la restauration, l'hôtellerie, l'éducation et la santé. A titre de comparaison régionale, la Malaisie maintient au mois de mai une inflation plus maîtrisée qu'aux Philippines (6,8 %), au Vietnam (5,6 %) ou en Indonésie (3,1 %).

## **Augmentation des investissements directs étrangers (IDE) en Malaisie en 2025**

Selon le Département des Statistiques de Malaisie (DOSM), les flux nets d'IDE entrants ont progressé de 41,2 % en g.a. en 2025 pour atteindre 16,2 Md USD. Le stock d'IDE s'établit à 268,2 Md USD à la fin de l'année, soit 53,7 % du PIB. Les services ont concentré près de 90 % de ces flux (14,7 Md USD, + 67 % en g.a.), portés par les TIC (centres de données) et les activités financières. Le secteur manufacturier a attiré 600 M USD de flux nets, contre 700 M USD pour le secteur minier. L'Asie demeure la principale source d'IDE vers la Malaisie (18 Md USD), Singapour restant de loin le premier investisseur étranger (13,2 Md USD), devant Hong Kong et la Chine (3,5 Md USD à eux deux). A l'inverse, l'Europe a enregistré des flux nets négatifs en 2025, reflétant notamment des désinvestissements notamment en provenance des Pays-Bas et du Luxembourg. Les flux français sont redevenus positifs (44,4 M USD), portant le stock d'IDE français à 3,9 Md USD, ce qui fait de la France le 12e investisseur étranger et le deuxième investisseur de l'Union européenne. Enfin, les investissements directs malaisiens à l'étranger ont enregistré des sorties nettes de 3,1 Md USD en 2025, principalement dans les services. L'Afrique a constitué la première destination des flux (1,7 Md USD), essentiellement dans le pétrole et le gaz, tandis que l'Asie demeure la principale région d'implantation en stock (83,7 Md USD).

# Singapour

## Singapour dévoile sa nouvelle feuille de route économique

Le gouvernement singapourien a publié le 24 juin le rapport final de l'Economic Strategy Review (ESR), qui fixe les orientations de la politique économique pour les prochaines années dans un contexte marqué par les tensions géopolitiques, l'essor de l'intelligence artificielle et le vieillissement démographique. Fruit de plus de 80 consultations réunissant 7 700 parties prenantes, le rapport formule 32 recommandations autour de huit priorités, articulées autour de trois objectifs : renforcer les avantages comparatifs de Singapour, accroître l'agilité des entreprises et des travailleurs, et renforcer la résilience économique. Parmi les principales mesures figurent le positionnement de Singapour comme hub mondial pour le développement, les tests et le déploiement de solutions d'IA, le renforcement de l'écosystème des start-up (notamment via une adaptation du cadre fiscal pour attirer les talents), le développement des services de confiance (cybersécurité, gouvernance de l'IA) et le renforcement de la résilience énergétique et des chaînes d'approvisionnement.

## L'inflation demeure maîtrisée à Singapour malgré des risques haussiers liés à l'énergie

L'inflation sous-jacente à Singapour, qui exclut le logement et les transports privés, est demeurée stable à 1,4 % en glissement annuel en mai, tandis que l'inflation globale s'est maintenue à 1,8 %. Ce niveau reflète le ralentissement de la hausse des prix des services et de l'alimentation, compensant l'accélération des prix des transports privés, portée par le renchérissement des voitures et des motos. La Monetary Authority of Singapore (MAS) et le ministère du Commerce et de l'Industrie (MTI) estiment que les pressions inflationnistes domestiques restent contenues et maintiennent leur prévision d'une inflation sous-jacente comprise entre 1,5 % et 2,5 % en 2026. Les autorités soulignent toutefois que la hausse récente des prix mondiaux de l'énergie, liée aux tensions géopolitiques au Moyen-Orient, pourrait progressivement renchérir les coûts de production, de transport et les tarifs de l'électricité au second semestre, même si un ralentissement de la demande mondiale devrait continuer de limiter les pressions sur les prix.

## Singapour renforce ses capacités de calcul pour la recherche climatique

Singapore Airlines (SIA) et Malaysia Airlines ont lancé le 22 juin leurs premiers produits tarifaires communs sur la liaison Singapour–Kuala Lumpur, concrétisant le partenariat stratégique (« joint business partnership ») approuvé par les autorités de concurrence des deux pays en janvier 2026. Les nouvelles offres permettent aux passagers de réserver des tarifs harmonisés sur les vols opérés par les deux compagnies, avec une connectivité renforcée sur leurs réseaux respectifs. Cette première étape s'inscrit dans un approfondissement de leur coopération commerciale, qui prévoit également l'introduction progressive d'un accès réciproque aux salons, une meilleure coordination des horaires et des offres communes pour les voyageurs d'affaires. Les deux transporteurs sont déjà liés par un accord de partage de codes et par l'interopérabilité de leurs programmes de fidélité. Cette alliance vise à renforcer leur compétitivité sur l'une des liaisons aériennes internationales les plus fréquentées au monde, où les compagnies traditionnelles représentent environ 37,5 % de la capacité, face à une concurrence dominée par les transporteurs à bas coûts.

## Vietnam

### Vietnam, deuxième d'Asie du Sud-Est pour l'adoption de l'IA

Le Vietnam se classe au deuxième rang en Asie du Sud-Est pour l'adoption de l'intelligence artificielle générative, derrière Singapour. Selon le dernier Global AI Diffusion Report de Microsoft publié fin mai 2026, 26,5 % de la population vietnamienne en âge de travailler utilisait des outils d'IA au premier trimestre 2026, contre 21,2 % un an plus tôt. Le pays devance ainsi la Malaisie (21,8 %), les Philippines (20,1 %) et la Thaïlande (12,4 %). Cette progression de trois points en un trimestre constitue la plus forte hausse enregistrée dans la région. Microsoft souligne le dynamisme de l'écosystème vietnamien, porté par les entreprises, les développeurs, les établissements d'enseignement et les administrations publiques, qui multiplie les expérimentations autour de l'IA afin d'améliorer la productivité et la compétitivité. Cette performance confirme l'accélération de la transformation numérique du Vietnam et renforce son positionnement comme l'un des marchés technologiques les plus prometteurs d'Asie du Sud-Est. Les perspectives de croissance sont soutenues par une forte appétence des utilisateurs pour les outils d'IA ainsi que par le développement rapide de l'écosystème numérique national. Le Vietnam, qui s'est donné pour objectif de devenir un hub de l'IA d'ici 2030, a adopté une loi sur l'IA (entrée en vigueur le 1er mars 2026) instaurant un cadre juridique pour encadrer le développement, le déploiement et l'utilisation de l'IA et imposer un système de classification des risques, une obligation de transparence et un étiquetage strict des contenus générés.

## **MSCI maintient le Vietnam hors de la liste de surveillance pour une éventuelle reclassification**

MSCI (Morgan Stanley Capital International) a une nouvelle fois laissé le Vietnam en dehors de sa watch list, estimant que le marché vietnamien ne satisfait pas encore aux conditions requises pour accéder au statut de marché émergent. Dans son rapport annuel 2026 publié le 24 juin, le fournisseur d'indices ne classe pas le Vietnam parmi les marchés faisant l'objet d'une réévaluation, ce qui repousse toute perspective de reclassement à court terme. Dans son rapport sur l'accessibilité des marchés publié le 19 juin, MSCI reconnaît toutefois plusieurs avancées, notamment l'accès au marché via des courtiers internationaux, la création d'une chambre de compensation centrale (CCP) prévue pour 2027, le renforcement de la communication financière en anglais et les efforts visant à assouplir certaines restrictions pour les investisseurs étrangers. Malgré ces progrès, des obstacles persistent, en particulier les limites à la participation étrangère, ainsi que certaines faiblesses des mécanismes de règlement des transactions et de la liquidité du marché. Le Vietnam devra donc poursuivre ses réformes avant de pouvoir espérer intégrer la liste de surveillance de MSCI. Malgré ces limitations, FTSE Russell (un autre fournisseur d'indices boursiers) n'est pas revenu sur sa décision de reclasser le Vietnam en marché émergent dès septembre 2026.

## **Hanoï accélère le développement de son réseau de métro avec le lancement de la construction des 5 lignes de métro**

Le 22 juin 2026, en présence du Premier ministre Le Minh Hung, la ville de Hanoï a officiellement lancé la construction de cinq nouvelles lignes de métro urbain dont le montant d'investissement total estimé à 1,3 million de Md VND (soit plus de 50 Md USD). Le consortium Vinhomes - VinSpeed (filiales du groupe Vingroup) a été sélectionné pour sa mise en œuvre. Ayant une longueur cumulée de 304 km et une mise en service fixée pour 2030, ces nouvelles lignes desserviront les principaux axes de la capitale et connecteront les nouveaux pôles de croissance urbaine. La ligne 1 desservira l'axe Nord-Sud reliant l'aéroport de Noi Bai au stade Hung Vuong. La ligne 2 connectera l'aéroport de Noi Bai à Tran Hung Dao. La ligne 8 reliera l'ouest et l'est via Hoa Lac, Son Dong et Mai Dich. Quant à la ligne 10, celle-ci reliera Co Loa, Vo Chi Cong et le complexe immobilier de Vinhomes, Times City. Enfin, la ligne 14 reliera le pont de Thang Long, Hong Ha et le grand complexe urbain Ocean Park à l'est. Selon le schéma directeur de la capitale à l'horizon de 100 ans, le réseau de métro de Hanoï devrait atteindre une longueur totale d'environ 979 kilomètres. La ville prévoit de construire 500 kilomètres de lignes de métro d'ici à 2035, avant d'achever les quelque 479 kilomètres restants entre 2036 et 2045. Ce projet devrait être financé en partie par le modèle TOD (Transit-Oriented Development) qui consiste à capter la plus-value foncière générée par l'appréciation des terrains autour des gares pour financer le coût de l'infrastructure.

# Thaïlande

## Politique monétaire : taux directeur maintenu à 1,0 % et révision à la hausse de la prévision de croissance 2026

Le 24 juin 2026, le Comité de politique monétaire (MPC) de la Banque de Thaïlande a voté à l'unanimité le maintien du taux directeur à 1,00 %, estimant que cette orientation continue de soutenir la reprise économique. Le MPC a relevé sa prévision de croissance pour 2026 à 2,3 % (contre 1,5 % en avril), soutenue par la résilience des exportations, les investissements annoncés dans les technologies et l'IA ainsi que les mesures publiques de soutien à l'économie. En revanche, la prévision pour 2027 a été abaissée à 1,8 % (contre 2,0 % précédemment), dans un contexte de reprise toujours inégale, les PME étant confrontées à des contraintes de liquidité et d'accès au crédit et les ménages pénalisés par un endettement élevé et une hausse du coût de la vie. L'inflation, qui avait été nulle début 2026, s'est établie à 2,9 % en avril, puis 2,8 % en mai sous l'effet de la hausse des prix de l'énergie liée au conflit au Moyen-Orient. Le MPC considère toutefois ces tensions comme temporaires et anticipe un pic de l'inflation au troisième trimestre, avant un retour à 1,4 % en 2027.

## Stratégie de développement économique : lancement d'une feuille de route de long terme et d'un comité public-privé (JPPCC)

Le 22 juin 2026, le Premier ministre Anutin Charnvirakul a présidé la première réunion du Comité public-privé pour la résolution des problèmes économiques (JPPCC), présenté comme un « Cabinet économique élargi » associant davantage les représentants du secteur privé à l'élaboration des politiques économiques. Le comité a validé une feuille de route structurée autour de 4 piliers : investissement dans les industries d'avenir, tourisme et services à valeur ajoutée, développement du capital humain et réforme de l'administration. Sept secteurs ont également été identifiés comme prioritaires : agriculture et alimentation de qualité, véhicules d'avenir, électronique intelligente et IA, santé et pharmaceutique, tourisme et bien-être, commerce, et économie créative. L'objectif du gouvernement est de porter le revenu par habitant de 8 000 - 9 000 USD (260 000 - 290 000 THB) aujourd'hui à plus de 15 000 USD (500 000 THB) d'ici 12 ans, ce qui nécessite une croissance annuelle de 5,0 à 5,5 %. Quatre sous-comités ont été constitués, avec un premier rapport de résultats attendu en juillet 2026.

## **Investissement : lancement du mécanisme Thailand FastPass pour accélérer les autorisations de projets stratégiques**

Le 23 juin 2026, le Premier ministre Anutin Charnvirakul a lancé le mécanisme Thailand FastPass destiné à accélérer l'instruction des projets d'investissement stratégiques grâce à une coordination renforcée entre huit agences publiques. Selon les autorités, le mécanisme pourrait réduire les délais d'autorisation de 20 à 50 % et permettre aux investisseurs de lancer certaines phases de leurs projets avant l'obtention de l'ensemble des permis, sous réserve du respect des exigences techniques, environnementales et sociales. À ce stade, 25 projets représentant 6,7 Md USD (223 Md THB) d'investissements et 13 000 emplois ont été admis dans le dispositif. Ils s'ajoutent aux 76 projets débloqués via le dispositif de BOI « FastPass » préexistant (14,3 Md USD ; 474 Md THB).

## **Philippines**

### **Les dépenses d'infrastructures ont chuté de 45 % sur les 4 premiers mois de l'année**

Les dépenses d'infrastructures ont diminué en glissement annuel de 45,6 % au T1 2026, à 189 Md PHP (2,7 Md EUR), en raison de la baisse des budgets et du renforcement des contrôles suite au scandale de corruption découvert en 2025. Ce ralentissement devrait peser sur la croissance de 2026, déjà freinée par les conséquences de la crise énergétique. Dans ce contexte, le DepDev a abaissé sa prévision de croissance pour 2026 à 3,5-4,5 %, contre 5-6 % prévus initialement. La capacité des autorités à résorber les retards de validation et de décaissement sera déterminante pour soutenir l'activité au cours des prochains mois, les perspectives restant favorables pour le second semestre, période durant laquelle les dépenses publiques enregistrent traditionnellement une accélération.

### **Les prévisions d'emprunt du Bureau du Trésor en hausse de 43 % pour le T3 2026**

Le gouvernement philippin prévoit de lever 1 120 Md PHP (16 Md EUR) sur le marché domestique au T3 2026, en augmentation de 42,9 % par rapport à l'objectif d'emprunt du T2 2026. Selon le calendrier publié par le Trésor, 62,5 % seront levés via des Treasury Bills (court terme) et 37,5 % via des Treasury Bonds (moyen et long terme), reflétant une stratégie d'emprunt orientée plutôt vers les maturités courtes. Cette évolution s'explique par la forte demande des investisseurs pour les titres de court terme et par les anticipations de nouvelles hausses des taux directeurs. Elle vise également à limiter les pressions à la hausse sur les rendements des obligations de long terme, dans un contexte où la BSP n'exclut pas un nouveau resserrement monétaire pour faire face à la hausse de l'inflation induite par la crise énergétique. Pour 2026, le programme d'emprunt brut du gouvernement s'élève à 2 680 Md PHP (38,3 Md EUR), dont environ 77 % devraient être levés sur le marché domestique afin de financer le déficit budgétaire (1 610 Md PHP, soit 5,3 % du PIB) et le refinancement des dettes arrivant à échéance.

## Les Philippines devraient recourir à hauteur de 1,5 Md USD à la facilité spéciale mise en place par la BAsD pour faire face à la crise énergétique

Les Philippines envisagent de solliciter un prêt de 1,5 Md USD auprès de la Banque asiatique de développement (ADB) afin d'atténuer les conséquences économiques de la crise au Moyen-Orient. Ce financement serait accordé dans le cadre du mécanisme de soutien contracyclique de l'ADB, destiné à fournir un appui budgétaire rapide aux pays confrontés à des chocs externes. Les fonds viendraient soutenir les mesures déployées dans le cadre du programme Unified Package for Livelihoods, Industry, Food, and Transport (UPLIFT), activé par les autorités philippines après la déclaration, en mars, de l'état d'urgence énergétique. À la fin d'avril 2026, l'encours de la dette publique atteignait 18 470 Md PHP (263,8 Md USD), soit une hausse de 10,3 % sur un an. Malgré des marges budgétaires plus contraintes, plusieurs économistes estiment que ce financement ne devrait pas modifier significativement la trajectoire de la dette publique et constituerait avant tout un instrument de précaution destiné à renforcer les marges de manœuvre des autorités en cas d'aggravation de la crise.

## Cambodge

### Des prêts toujours plus garantis

La Credit Guarantee Corporation of Cambodia (CGCC) a garanti plus de 575 M USD de prêts au cours des cinq premières années de son existence. Fondée en 2021 par le ministère de l'économie et des finances, la CGCC est une institution de garantie qui couvre une partie du risque de défaut auprès de 25 banques partenaires. Son objectif est de permettre aux PME (90 % des bénéficiaires) d'accéder à des financements lorsque les institutions financières ne disposent pas de garanties suffisantes. En mai 2026, la CGCC couvrait toujours 172 M USD à travers près de 10 000 contrats. Toutefois, son taux de créances douteuses s'est fortement détérioré au cours des dernières années. Il est passé de 1,22 % en 2022 à 8,3 % au T1 2026. En cause : une avalanche de négociations et d'annulations de dettes dans le BTP et l'agriculture. Pour y remédier, la CGCC compte sur l'élargissement de ses mécanismes : garanties sur prêts commerciaux existants et renforcement des couvertures sur les secteurs jugés vulnérables, en particulier.

### Consolider le secteur du ciment

Le gouvernement cambodgien a allongé de deux ans les allègements fiscaux pour les six fabricants nationaux de ciment. Cette mesure, mise en vigueur depuis 2025, vise à supprimer la taxe de 5 % sur la production de ciment. En contrepartie, les entreprises devront toujours respecter plusieurs règles : déclaration mensuelle des impôts ; ouverture de programme de formation dans les bassins d'emploi concernés ; et transfert de connaissances. Le gouvernement souhaite ainsi permettre aux entreprises d'investir davantage dans le secteur pour rendre le pays autosuffisant en

ciment. Mais les entreprises du secteur – souvent des coentreprises avec des Thaïlandais ou Vietnamiens – produisent déjà chaque année plus de 8 Mt de ciment. Du coup, les importations de ciment ne représentaient que 210 000 t en 2025, principalement du Vietnam. Par conséquent, l’allongement de cette incitation pourrait ne pas avoir d’effet structurant, même si elle est bienvenue dans un secteur d’activité fortement déprimé.

## **Nouvelle banque sanctionnée**

La banque CCU Commercial Bank (CCU) a été frappée de sanctions par le Trésor américain. Son principal actionnaire est accusé d’être à la direction de six entreprises de Prince Group, toutes sanctionnées dès octobre 2025. Pour mémoire, Prince Group est accusé par le Trésor américain de nombreuses activités criminelles (traite d’êtres humains, esclavage, blanchiment, cybercriminalité), nuisant directement aux intérêts américains. Créée en 2022, CCU ne possède qu’un poids négligeable dans le secteur bancaire cambodgien. Elle ne détient que 0,3 % des actifs du marché et 0,2 % du total des dépôts. Elle devient donc la troisième banque en activité à être sanctionnée par le Trésor américain, après HH Bank et Heng Feng Bank. La banque nationale du Cambodge n’a pas réagi pour le moment. Elle pourrait cependant placer ces banques en liquidation ou les faire reprendre par d’autres établissements, pour réaffirmer sa volonté d’éradiquer les activités criminelles utilisant le secteur bancaire. Déjà deux banques ont connu ce sort cette année : Panda Commercial Bank et Prince Bank bien sûr.

## **Laos**

### **Le Laos et le Cambodge ouvrent un nouveau corridor agricole vers la Chine**

Le Laos et le Cambodge ont renforcé leur coopération agricole en lançant un nouveau corridor logistique permettant l’acheminement de produits agricoles cambodgiens vers la Chine via le territoire laotien. Cet accord, conclu le 23 juin à Vientiane entre les ministres de l’Agriculture des deux pays, s’inscrit dans le cadre du protocole d’accord sur la coopération agricole 2023-2027. Le Cambodge prévoit d’exporter dans un premier temps six produits (durian, bananes, riz, mangues, longanes et manioc) par cette nouvelle voie, dont le premier envoi transitera par le port sec de Thanalaeng. En parallèle, le Laos exportera vers le Cambodge du café, du chou, du tamarin, du riz gluant, des myrtilles et des citrouilles. Les deux pays entendent également renforcer les investissements privés, les partenariats entre entreprises et leur coopération en matière de pêche, de foresterie, de conservation de la faune et de lutte contre le changement climatique.

## **Lancement d'un projet soutenu par l'UE pour accélérer la réduction des déchets plastiques**

Le gouvernement laotien, l'Union européenne et plusieurs partenaires ont lancé le projet EMP-ACT (Empowering to Act for Circular Transition in Plastics in Lao PDR), destiné à réduire l'usage des plastiques à usage unique et à promouvoir une économie circulaire. Mis en œuvre sur quatre ans, le programme s'inscrit dans le cadre du Plan d'action national sur les plastiques 2024-2030. Il vise à sensibiliser plus de 21 650 consommateurs et 12 800 jeunes, tout en accompagnant les micro, petites et moyennes entreprises dans l'adoption de pratiques de production et de consommation plus durables. Le projet prévoit également de renforcer les capacités des autorités locales, d'améliorer les systèmes de gestion des déchets plastiques et de favoriser le dialogue entre les pouvoirs publics, le secteur privé et la société civile afin de soutenir la transition vers une économie circulaire.

## **Le gouvernement laotien publie son premier rapport sur les dépenses fiscales**

Le ministère des Finances et le Programme des Nations Unies pour le développement ont publié le premier rapport sur les dépenses fiscales au Laos, révélant une hausse des pertes de recettes à 46.8 M USD (0,6 % du PIB) en 2023, contre 25.9 M USD en 2022. Ces pertes proviennent principalement des exonérations de TVA et de droits d'importation, liées aux incitations à l'investissement. Le rapport attribue l'augmentation aux politiques d'incitation à l'investissement liées aux projets de concession et aux exemptions sur les importations de machines et de matières premières. Ce rapport marque une avancée majeure pour la transparence fiscale et fournit une base pour de futures réformes, afin de limiter l'érosion de la base d'imposition et d'améliorer la gestion des finances publiques.

# Birmanie

## GAFI : le Groupe d'action financière maintient la Birmanie sur sa liste noire

Lors de sa réunion plénière de juin 2026 à Paris, le Groupe d'action financière (GAFI) a maintenu la Birmanie sur sa liste des juridictions désignées à haut risque. Pour rappel, la Birmanie est, depuis 2022, un des trois pays sur cette liste noire, aux côtés de la Corée du Nord et de l'Iran, pour cause de sévères défaillances dans sa lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Le GAFI appelle ses membres ainsi que les autres juridictions à appliquer des mesures de vigilance renforcée à l'égard de la Birmanie, sans que les flux financiers destinés à l'aide humanitaire, aux activités légitimes des organisations à but non lucratif (OBNL) et aux transferts de fonds des migrants ne soient ni perturbés ni découragés. Le GAFI a indiqué que, bien que la Birmanie ait accompli certains progrès dans le renforcement de son dispositif de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT), des efforts supplémentaires sont nécessaires pour faire face aux risques liés aux jeux d'argent en ligne et à la fraude facilitée par les moyens informatiques. Si aucun progrès supplémentaire n'est réalisé avant octobre 2026, le GAFI a déclaré pouvoir envisager des contre-mesures additionnelles.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille et Phnom Penh.

Rédaction : SER de Singapour (Marie-Pauline GIRIN ; Donatien LACRESSE, Gauthier PERDEREAU-BILSKI, Emma ROUSSEAU)

Abonnez-vous : [marie-pauline.girin@dgtresor.gouv.fr](mailto:marie-pauline.girin@dgtresor.gouv.fr) ; [donatien.lacresse@dgtresor.gouv.fr](mailto:donatien.lacresse@dgtresor.gouv.fr) [gauthier.perdereau-bilski@attachefiscal.org](mailto:gauthier.perdereau-bilski@attachefiscal.org) ; [emma.rousseau@dgtresor.gouv.fr](mailto:emma.rousseau@dgtresor.gouv.fr)